

**Le champ de la théorie. Essor et déclin du structuralisme en France, J. Angermüller. Hermann, Paris (2013). 164 pp.**

Connu jusqu'ici pour son apport à la linguistique du discours, Johannes Angermüller propose, avec ce livre, une réflexion originale sur la sociologie des intellectuels et la notion de champ. Il revient pour cela sur l'histoire du structuralisme, notamment de ses « précurseurs » des années 1960 (Althusser, Barthes, Bourdieu, Deleuze, Derrida, Foucault, Lacan, Lévi-Strauss, Sollers *et alii*) et de leur postérité américaine et française. L'ouvrage ne s'appuie pas sur des matériaux empiriques inédits mais il propose une nouvelle contextualisation en s'intéressant, à la suite du sociologue Niilo Kauppi (1996), à l'impact sur la conjoncture théorique des transformations structurales de l'espace intellectuel — notamment celles dues à l'engagement de l'État dans la recherche et l'enseignement supérieur (ou à l'inverse à son retrait) et aux évolutions du monde de l'édition et de la presse.

Au lieu d'envisager, à l'instar de François Dosse (1992), le structuralisme comme un « paradigme », J. Angermüller souligne d'emblée la grande hétérogénéité des positions intellectuelles regroupées sous ce label. Aucun socle théorique ne permet en effet d'unifier ces auteurs, qui présentent, en outre, des profils socio-intellectuels divers. Un trait commun, cependant, les rapproche : ils participent tous à l'effervescence intellectuelle des années 1960-1970 en France et constituent, selon J. Angermüller, une « génération », au sens où ils forment, malgré leur appartenance à des classes d'âge différentes, un groupe qui, tout en prenant position de diverses manières dans le discours intellectuel, se réfère à des événements historiques communs (chapitre 1).

C'est donc la formation et le devenir de cette « génération structuraliste » qu'entreprend de retracer l'auteur (chapitre 2). Il élabore, dans cette perspective, un modèle d'analyse du changement socio-intellectuel, qui vise à rendre compte des mouvements théoriques en les rapportant aux dynamiques institutionnelles du champ intellectuel. Deux formes de périodisation sont combinées : la première est celle des conjonctures symboliques et des « régimes de représentation » de la pratique intellectuelle ; la seconde renvoie à l'évolution institutionnelle du champ intellectuel, qui s'est structuré depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle en trois pôles (« science, art, mass media »). Cette double temporalité définit donc « un cadre heuristique » à partir duquel l'auteur analyse l'émergence et la disparition du « structuralisme » en France, puis son succès aux États-Unis.

C'est d'abord le lien entre les évolutions du système d'éducation français et l'effervescence théorique des années 1960 qui est interrogé. En fait, selon J. Angermüller, le bouillonnement théorique de cette époque résulte surtout d'un « besoin d'orientation intellectuelle », provoqué par « la (re)naissance de l'Université » et la croissance du monde académique : le discours intellectuel de l'époque est ainsi placé « sous le signe de la théorie » (p. 116). Et c'est en premier lieu au sein du pôle universitaire que la production théorique se développe, plus précisément à ses marges. La situation critique que crée la généralisation de l'enseignement supérieur entraîne alors un double déplacement de la pratique théorique : d'une part, du pôle littéraire vers le pôle universitaire, qui connaît, suite à son expansion, une forte revalorisation ; d'autre part, un déplacement vers la « périphérie institutionnelle du champ académique » (Collège de France, EHESS) qui, en raison de la crise symbolique universitaire et de la remise en cause des hiérarchies traditionnelles, devient le lieu des innovations, « un centre hégémonique du discours intellectuel » (p. 96).

De fait, les principaux représentants de la « génération structuraliste » seront des universitaires marginaux, tournés néanmoins vers l'ensemble du champ intellectuel. Leur créativité et leur succès tiennent, en effet, à leur capacité à court-circuiter les frontières entre les pôles intellectuels et à connecter ambition universitaire, esthétique et politique, comme l'avait fait auparavant Jean-Paul

Sartre, qui annonce cette « ère des prophètes de la théorie » (p. 76). L'hétérogénéité constitutive de la « génération structuraliste » permet finalement une certaine complémentarité et une division du travail. Elle rend possible la mise en relation des logiques politiques, esthétiques et universitaires, qui renforce l'impact des uns et des autres dans le discours intellectuel. C'est tout un ensemble hétérogène d'auteurs, d'écoles et de courants qui se trouve ainsi unifié dans la lutte contre l'humanisme universitaire et existentialiste.

Pourtant, la « mouvance structuraliste » n'aura qu'un écho limité au cœur de l'Université moderne française qui émerge dans ces années 1960-1970 : avec « le retour à une science normale » dans les années 1970, disparaissent les conditions socio-historiques qui, selon l'auteur, avaient permis la « naissance d'une génération structuraliste ». Dans les années 1980, son héritage intellectuel se déploiera donc avant tout au sein des départements américains de littérature et de sciences humaines, dans les institutions universitaires les plus centrales, sous l'étiquette de « poststructuralisme » ou de « *French Theory* ». C'est aussi cette postérité américaine qu'étudie J. Angermuller, à l'aide de son modèle d'analyse, en tentant là encore de rapporter cette conjoncture théorique aux transformations qu'a connues le champ académique depuis « le tournant néo-libéral » aux États-Unis (chapitre 3). Il revient ainsi sur certaines spécificités américaines, déjà pointées par François Cusset (2003), quant au fonctionnement de l'enseignement supérieur. L'arrêt brutal de la croissance du monde académique et la mise en place de l'université entrepreneuriale transforment radicalement, à partir des années 1970, les conditions du métier d'enseignant-chercheur ; la crise du marché du travail intellectuel qui s'ensuit redéfinit les hiérarchies intellectuelles et provoque une flexibilité dont témoignent les renouvellements permanents de tendances, étiquetées « *New* » ou « *Post* ». Dans un tel contexte, la « *French Theory* » a pu devenir « une nouvelle monnaie théorique reliant les régions d'un univers de savoir de plus en plus écartelé », cette hybridation disciplinaire permettant à des intellectuels d'obtenir « une visibilité théorique au-delà du champ en vogue qui sera dépassé l'année suivante » (p. 128).

La perspective sociologique adoptée ici conduit toutefois à laisser hors champ les effets liés à la conjoncture politique. Certaines caractéristiques des sciences sociales de l'époque restent de ce fait peu interrogées, notamment leur situation, paradoxale en France dans les années 1960-1970, de forte politisation et de durcissement scientifique (voir notamment Gobille, 2005 ; Matonti, 2005). Cette période correspond aussi à l'apogée de l'État-providence, marquée par un fort ancrage des sciences sociales (même critiques) dans les dispositifs d'action publique : comment cela a-t-il affecté la conjoncture théorique de l'époque ? Dans quelle mesure ces réflexions théoriques ont-elles, en retour, été diffusées vers l'administration publique ? Bien que ces questions restent ouvertes, le système interprétatif que l'auteur déploie rend stimulante la lecture de cet ouvrage. Son intérêt tient en effet à la problématique de recherche qu'il pose, et qui appellerait sans doute davantage de recherches empiriques, à la croisée de la sociologie des professions intellectuelles, de l'histoire des universités et de l'histoire sociale des idées.

## Référence

- Cusset, F., 2003. *French Theory. Foucault, Derrida, Deleuze & Cie et les mutations de la vie intellectuelle aux États-Unis*. La Découverte, Paris.
- Dosse, F., 1992. *Histoire du structuralisme*. La Découverte, Paris.
- Gobille, B., 2005. La guerre de Change contre la « dictature structuraliste » de Tel Quel. Le « théoricisme » des avant-gardes littéraires à l'épreuve de la crise politique de Mai 68. *Raisons politiques* 18, 73–86.
- Kauppi, N., 1996. *French Intellectual Nobility. Institutional and Symbolic Transformations in the Post-Satran Era*. State University of New York Press, New York.
- Matonti, F., 2005. La politisation du structuralisme. *Raisons politiques* 18, 49–71.

Isabelle Gouarné

Centre universitaire de recherches sur l'action publique et le politique, épistémologie et sciences sociales (CURAPP-ESS), UMR 7319 CNRS-Université Jules Verne de Picardie, 10, Placette Lafleur, BP 2716, 80027 Amiens Cedex 1, France  
Adresse e-mail : [isabelle.gouarne@hotmail.com](mailto:isabelle.gouarne@hotmail.com)

Disponible sur Internet le 15 avril 2015

<http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2015.03.007>

**La communication syndicale, S. Olivesi. Presses universitaires de Rennes, Rennes (2013). 226 p.**

Professeur en sciences de l'information et de la communication et animateur de stages syndicaux en communication, Stéphane Olivesi s'interroge dans cet ouvrage sur les (non) usages de la communication par les syndicalistes de terrain. Considérant que « l'essentiel de l'action d'un représentant syndical au sein de son entreprise relève du registre communicationnel » (p. 8) et que « c'est sur le terrain de la communication que se nouent localement une grande partie des rapports de force entre salariés et employeurs » (p. 12), il propose d'analyser les pratiques quotidiennes des syndicalistes de terrain. Celles-ci sont définies comme recouvrant un vaste domaine de pratiques plus ou moins formalisées, allant « de l'action discrète du délégué syndical sensibilisant ses collègues de travail à l'interpellation de médias » (p. 8), en passant par la distribution de tracts, l'affichage, l'information des salariés, les négociations avec l'employeur et les rapports avec les autres organisations syndicales. Par ce biais communicationnel et sur la base de ses nombreuses observations en tant que formateur, ainsi que de différentes enquêtes qualitatives réalisées auprès de militants (et DRH), l'auteur propose de s'interroger à nouveaux frais sur la capacité des représentants syndicaux à peser dans le rapport de force avec l'employeur et à faire face à la communication managériale — à laquelle l'auteur a consacré un ouvrage antérieur.

Dès le premier chapitre, l'auteur fait un constat plutôt pessimiste, soulignant « l'entrée à marche forcée » des organisations syndicales dans l'ère de la communication, et leurs difficultés à résister à l'emprise des stratégies communicationnelles déployées par les entreprises. Les syndicats seraient en effet aujourd'hui placés dans « l'obligation de renoncer symboliquement à leur propre conception de l'action (la propagande) et de s'approprier des armes qui n'avaient pas été initialement forgées pour eux (la communication) » (p. 28). Si l'auteur présente ce chapitre comme « un essai de problématisation de l'épreuve de la communication [à laquelle] le monde syndical est confronté » (p. 14), celui-ci s'apparente parfois à un pamphlet dans la lignée d'autres auteurs généralement peu amènes avec les syndicats (Andolfatto et Labbé, 2009). En témoignent la tonalité critique des conclusions de l'auteur et le caractère souvent condescendant du vocabulaire utilisé : ainsi les syndicats ont-ils une réflexion « d'une extrême pauvreté » sur les questions de communication (p. 29), sont-ils aux prises avec un « risque de folklorisation » de leurs modes d'action, ne parviennent-ils pas à contenir certains « réflexes pavloviens » comme le recours aux tracts (p. 30) et sont-ils incapables d'innover. Cette tonalité, alimentée par un matériau de recherche sélectif fait de « témoignages » évasifs (p. 45), fait passer au second plan un questionnement intéressant sur la capacité des organisations syndicales à faire face à la complexification des enjeux de communication dans le cadre d'un dialogue social de plus en plus institutionnalisé.

Les chapitres suivants ne nuanceront que partiellement le caractère « à charge » de l'analyse, les collègues universitaires n'étant pas non plus épargnés au fil du livre (voir l'encadré intitulé « une triple illusion », p. 9). Ainsi, le chapitre 2 souligne surtout la faiblesse de l'offre de formation